

L'Héritage colonial belge

Author(s): Anne Cornet and Marc Poncelet

Source: *Nouvelles Études Francophones*, Vol. 32, No. 1 (2017), pp. 102-108

Published by: University of Nebraska Press

Stable URL: <https://www.jstor.org/stable/44684569>

Accessed: 08-09-2022 16:30 UTC

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at <https://about.jstor.org/terms>



University of Nebraska Press is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Nouvelles Études Francophones*

JSTOR

L’Héritage colonial belge

Anne Cornet et Marc Poncelet

Le fait colonial et son idéologie ont fourni un cadre de production et de diffusion structurant — sinon écrasant — aux représentations de l’Afrique et des Africains en Belgique. Ils ont contribué à fabriquer l’identité du pays. Des initiatives récentes ont proposé de redécouvrir cet héritage. Leur impact sur une longue amnésie postcoloniale est cependant difficile à mesurer. Nous tentons, ici, d’éclairer quelques particularités historiques et sociologiques de l’ancrage national du fait colonial et de son héritage.

Mots-clés: Belgique; colonisation; héritage colonial; mémorialisation; Léopold II.

Mémoire, culture, héritage

La Belgique a vécu de 1830 à 1908 sans colonie. Depuis 1960, elle vit sans colonie. Bien que tardive, brève, exclusivement africaine et issue d’une entreprise personnelle de Léopold II remontant aux années 1870, l’expérience coloniale s’est pourtant inscrite au cœur des institutions belges, imprégnant l’*ethos* des classes dominantes et l’imaginaire national.¹

Tout récemment, l’historien Isidore Ndaywel È Nziem déclarait, lors d’une journée d’étude, que la “RDC était aujourd’hui le pays le plus radicalement décolonisé d’Afrique.”² Mais qu’en est-il de son ancienne métropole? Depuis vingt ans, des initiatives y reflètent une volonté de relire le passé colonial, ses figures, ses lieux, ses silences, de revisiter un imaginaire africain qui resterait marqué du sceau d’une écrasante domination coloniale, de se confronter à un héritage confiné, voire dénié, parfois inavouable, toujours douloureux. Commission parlementaire d’enquête sur les événements du Rwanda (1997–1998); commission parlementaire d’enquête sur l’assassinat de Lumumba (2000–2001); exposition-événement de 2005 à Tervuren

¹ Voir Vincent Viaene, David Van Reybrouck et Bambi Ceuppens, *Congo in België. Koloniale cultuur in de metropool*. Sur l’origine de la mémoire coloniale et sur le rapport politique et national au Congo colonial, voir Rosario Giordano, coord. *Autour de la mémoire. La Belgique, le Congo et le passé colonial*.

² Cette journée, *Les Belges des Congolais, les Congolais des Belges*, s’est déroulée à Liège, le 30 septembre 2015, à La Cité Miroir. Voir aussi le projet-exposition de Coopération par l’Éducation et la Culture (CEC) *Votre Congo/Jullie Kongo*, présenté au musée BELvue en octobre-novembre 2014.

sous le titre *La Mémoire du Congo, le temps colonial*³; succès hors normes de l'essai littéraire sur l'histoire du Congo de David Van Reybrouck en 2012; publication de *Mémoires noires* par François Ryckmans, un journaliste de la RTBF, petit-fils du "plus grand gouverneur colonial," ce sont là quelques balises d'un travail en cours, qui a mis en lumière l'importance du fait colonial, réactivant les passions tout en réaffirmant en creux les ressorts et les limites du débat postcolonial. On ne peut cependant parler d'une "matière à mémoire collective" publiquement reconstituée et discutée. Par ailleurs, et même si en Belgique la représentation populaire de l'Afrique renvoie toujours au Congo, celui-ci est très peu présent dans les manuels scolaires, les médias audiovisuels et dans l'horizon des nouvelles générations.

Aux expressions "mémoire coloniale" ou "culture coloniale," nous avons préféré celle d'"héritage colonial," moins lourdement connotée. L'héritage est là, même si l'ayant droit n'en a pas la conscience avant le décès des parents. Et cet ayant droit peut le refuser. À l'inverse, parler de "mémoire coloniale" suppose un acte de conservation, ou de reconstruction et d'appropriation, dont il faut précisément discuter les *a priori*. Quant au mot "culture," il charrie davantage encore de présupposés.

De l'"excogitation léopoldienne" à la "colonie modèle"

Le projet colonial fut lié à l'État belge, né en 1830, à sa consolidation, à sa monarchie, mais aussi aux institutions religieuses, politiques, financières ou savantes. Vincent Viaene a souligné, avec raison, combien l'entreprise léopoldienne — équivalant selon ses dires à transformer "un peuple d'épiciers et d'avocats en un peuple impérial" ("La crise identitaire de la Belgique" 65) — et la reprise du Congo par la Belgique (1905–1908) ont été accompagnées d'une ambition de réinvention du destin national, voire du peuple belge lui-même, de la part des élites politiques et économiques, plus larges et plus diversifiées qu'il n'y paraît à première vue.

La "nationalisation" rapide et profonde du fait léopoldien, si discrète et controversée fût-elle à ses débuts, s'est bien installée au cœur de la cité politique, mais sur un mode élitiste et confiné. L'imagerie d'un Congo soumis, venu du fond des âges, mais sur la voie du progrès, devint rapidement populaire en Belgique, suite à son incorporation dans les programmes scolaires et dans la pastorale catholique. Pour autant, après la reprise du Congo, la colonie n'eut rien de vraiment populaire dans sa composition: il s'agissait d'une colonie de cadres — où les "petits Blancs" n'étaient pas les bienvenus —, les artisans d'une plus grande Belgique occupée à mettre en valeur et à civiliser ce qui avait jadis été présenté comme le "cœur des ténèbres," le dernier "blanc" de la carte africaine, l'ultime frontière de la sauvagerie.

À la fin du dix-neuvième siècle, de larges composantes de la société affichaient pourtant de l'indifférence, voire du rejet à l'égard des projets d'expansion de Léopold

³ Exposition au Musée royal de l'Afrique centrale (Tervuren), réalisée en 2005 à l'occasion des 175 ans du Royaume de Belgique, sous la direction scientifique du professeur Jean-Luc Vellut (UCL).

II. La Belgique était alors un pays neuf et prospère grâce à une révolution industrielle précoce. Milieux d'affaires et monde politique ne voyaient guère l'utilité de développer des activités outre-mer. Pour contrer ce désintérêt, Léopold II dut déployer une intense propagande, orchestrée dès les premières manœuvres diplomatiques engagées pour s'assurer le contrôle du bassin du Congo. Il s'agissait de légitimer la conquête et de la justifier, de faire rêver les foules à partir des explorations de Stanley et de bien d'autres, de présenter une entreprise humanitaire en se faisant le chantre de la lutte antiesclavagiste contre les "Arabisés," enfin, de mettre en avant les débouchés qu'offrait le Congo aux investisseurs. L'arsenal propagandiste était impressionnant et varié: expositions, publications, institutions et événements scientifiques et académiques, gravures, cartes postales, affiches. Ralliés au projet léopoldien et appelés à constituer un corps colonial (avec l'État et les grandes sociétés), les sociétés missionnaires belges et le clergé catholique, qui occupaient une place sans équivalent en Afrique (notamment en contrôlant le réseau scolaire au nom de l'État), déployèrent aussi un appareil de propagande et de mobilisation très puissant.

Impériale presque malgré elle, la Belgique vit donc le fait colonial "nationalisé" par une élite politique, religieuse et économique constituée en une sorte de parti colonial au cœur de l'*establishment* politique national. Préparée par ce lobby pro-colonial, la reprise du Congo comme colonie nationale propulsa officiellement la Belgique au sein des États colonisateurs sans susciter davantage d'enthousiasme. La Première Guerre mondiale gela les réformes projetées et réintroduisit le travail obligatoire dans le cadre de l'effort de guerre. C'est donc, sans doute, l'année 1918 qui marque en réalité la reprise effective et la confirmation du statut de colonisateur légitime de la Belgique. Tardif, donc spécifiquement moderne, le fait colonial belge conjugua d'emblée mission civilisatrice et expansion des affaires, mais il devint aussi un formidable outil de reconnaissance européenne et mondiale, entre autres, suite à la victoire sur les forces coloniales allemandes en Afrique, qui faisait écho à la résistance militaire sur l'Yser en métropole. L'entrée de la Belgique dans le cercle des nations mandataires de la Société des Nations refléta cette reconnaissance internationale. Désormais, le Ruanda-Urundi devenait une "annexe" du Congo.

L'entre-deux-guerres fut l'époque de la structuration du pouvoir colonial en Belgique et de celle de l'administration coloniale en Afrique. Le modèle du "paternalisme à la belge" s'installa. Après le ralentissement économique provoqué par la crise de 1929, l'État colonial se lança dans une politique agronomique moderne et intensive confiée à des experts qui devaient faire émerger un "agriculteur bantou." Cultures vivrières, production de caoutchouc, de café, de coton et d'huile de palme mobilisaient des centaines de milliers d'Africains. La propagande métropolitaine vantait la beauté de la colonie, les progrès économiques, l'évangélisation et la paix coloniale.

Le Congo devait devenir dans les esprits une "dixième province." Bernard Pi-

niau montre que, dès lors, bien que la “hantise du primitif” fût constante jusque dans les années 1950, la perception de l’Africain commença à se complexifier et à s’éloigner quelque peu du cliché du “sauvage.” Mais si l’entre-deux-guerres a été présenté comme une sorte d’âge d’or de la colonisation belge et du consensus idéologique civilisateur (les missions éduquent, l’État ordonne et assure la paix coloniale, les compagnies mettent en valeur), la réalité était moins triomphante. Avec l’effort de guerre de 1940–1945, la mise au travail fut militarisée et qualifiée de “retour au caoutchouc.” Significativement, la propagande de guerre à destination des Alliés soulignait non seulement la participation militaire, mais également, comme le montre Guy Vanthemsche, la production économique intense de la colonie.

En 1945, les autorités coloniales admirerent le prix énorme payé par des populations épuisées par l’effort de guerre, tandis que la politique de Bruxelles commençait à être contestée par une partie du colonat et de l’administration. Le “Fonds du bien-être indigène” fut créé pour financer des réalisations destinées au “développement matériel et moral” des populations. La Belgique s’acquittait aussi timidement de sa dette de guerre en assurant un renouveau des sciences coloniales censées piloter une colonisation “moderne.” Le Plan décennal de développement lancé en 1949 visait en outre à faire du Congo la seconde puissance industrielle du continent. L’État comptait dix mille fonctionnaires et la population européenne atteignait près de cent mille personnes. Comme le souligne Marc Poncelet, dans *L’Invention des sciences coloniales belges*, les universités métropolitaines relançait leurs programmes coloniaux. Aucune colonie ne comptait un taux de scolarisation primaire aussi élevé.

Dans ce contexte, la propagande se focalisa principalement sur les progrès sociaux, l’offre sanitaire et scolaire, la mécanisation du secteur agricole et l’industrialisation du secteur minier. En parallèle, elle vantait l’existence harmonieuse d’une “communauté belgo-congolaise” dans le cadre d’une montée du nationalisme sur le continent africain, ainsi que le montrent Cornet et Gillet. La Belgique était alors convaincue d’avoir réussi une *colonie modèle*, et le voyage du roi des Belges, Baudouin, en 1955 (intronisé quatre ans plus tôt) en fut le symbole le plus éclatant.

Pourtant, si le Congolais colonisé devenait un “évolué,” un “évoluant,” un “clerc,” un prêtre . . . il ne devint jamais un cadre. La politique coloniale échoua lamentablement dans l’intégration politique des élites indigènes. La majorité du peuple colonisé était définie selon une perspective ethnolinguistique. En tant que masse, on la présentait dans un stade de mutation entre un ordre traditionnel et archaïque moribond et une modernité à conquérir. La “race” restait un opérateur cognitif et politique généralisé, même si des voix devenues audibles, y compris au Congo, remettaient en question le dogme de la nature primitive de l’Africain, voire la ligne de couleur.

Entre propagande triomphante et doutes: Un pouvoir colonial ambivalent

Dès 1956, le bloc colonial fut ébranlé, et, à partir de 1959 (au lendemain de l’Exposition universelle de 1958), le système colonial s’effondra avec la multiplication d’actes de désobéissance civile et une situation économique et sociale de plus en plus difficile. La violence éclata, la répression suivit à Léopoldville. Lumumba fut emprisonné, puis libéré. L’indépendance fut négociée dans la précipitation, mais non sans calcul. En Belgique, c’était la stupeur: la colonie modèle pouvait-elle disparaître ainsi dans la violence? L’Œuvre grandiose était-elle aussi fragile? Le Congolais était-il aussi ingrat? Ce pouvoir colonial tout-puissant était-il une fiction? Devenu une scène internationale, le Congo indépendant bascula ensuite dans les sécessions, les interventions militaires et les rébellions avant de voir s’établir le règne de Mobutu. Une coopération massive se mit en place, qui occulta une partie de l’héritage, pérennisa provisoirement ses appareils d’action, mais tronqua le deuil et annonça l’amnésie.

Durant le demi-siècle de colonisation qu’a connu le Congo entre 1908 et 1960, l’appareil propagandiste a décliné massivement et méthodiquement une imagerie de civilisation moderne et de colonie modèle. Cependant, cette vision d’un colonialisme unanime, sans heurts ni contestations, était aussi fausse que celle de peuples congolais soumis et reconnaissants. Car, en réalité, la colonisation du Congo ne fut que crises et résistances, parsemée de doutes vertigineux quant à la maîtrise du monde “indigène” et à la mise en valeur que l’on clamait partout.

Ainsi, au sein du puissant réseau des institutions scientifiques coloniales (universités, instituts coloniaux, sociétés savantes), les alertes furent récurrentes et dramatisées autour du manque de maîtrise du pays, de l’absence de réelle politique coloniale, des risques de chaos et de la nécessité de changer le mode de relations avec les populations colonisées. Une anxiété, un doute, et peut-être une angoisse, y étaient perceptibles, loin de l’imagerie diffusée en métropole autour du thème de la maîtrise tranquille.

Mais ces débats et ces controverses restèrent confinés dans des cénacles restreints où s’élaboraient les consensus provisoires de la politique et de la propagande coloniales. De surcroît, ces cercles, toujours hantés par les mauvais souvenirs du scandale international du “caoutchouc rouge” (Morel)⁴ évitaient de donner une publicité excessive à leurs critiques et abordaient ces questions sous un angle technique plutôt que politique. Dans la sphère politique, la gauche était quasi absente sur la question coloniale depuis les positions accommodantes d’Émile Vandervelde lors de la reprise du Congo par la Belgique. Le reste de l’éventail politique ne ques-

⁴ Morel dénonce, dans cet ouvrage, les exactions liées à l’exploitation du caoutchouc dans l’État indépendant du Congo.

tionnait guère la pertinence et les modalités du projet colonial, tandis qu'au Congo, l'administration coloniale était un État dans l'État, disposant d'une assise financière et d'une grande autonomie sur le terrain, et n'avait cure des opinions publiques dans la métropole.

Au final, la population belge fut largement tenue à l'écart des doutes de ses élites coloniales, d'où le traumatisme de la fracture qui s'ouvrit entre le Congo et la Belgique au moment de l'indépendance. D'où peut-être le long silence et l'indifférence affichée pendant des décennies envers un passé colonial qui ne passe pas.

*Musée royal de l'Afrique centrale, Université de Namur
Université de Liège*

Ouvrages cités

- Cornet, Anne et Florence Gillet. *Congo-Belgique (1955–1965). Entre propagande et réalité*. Bruxelles: La Renaissance du Livre, 2010. Imprimé.
- Giordano, Rosario, coord. *Autour de la mémoire. La Belgique, le Congo et le passé colonial*. Paris, Rome: L'Harmattan, 2008. Imprimé.
- Morel, Edmund Dene. *Red Rubber. The Story of the Congo Rubber Slave Trade Flourishing on the Congo in the Year of Grace 1906*. New York: Nassau Print, 1906. Print.
- Piniau, Bernard. *Congo-Zaïre (1874–1981), la perception du lointain*. Paris: L'Harmattan, 1992. Imprimé.
- Poncelet, Marc. *L'Invention des sciences coloniales belges*. Paris: Karthala, 2008. Imprimé.
- Ryckmans, François. *Mémoires noires. Les Congolais racontent le Congo belge (1940–1960)*. Bruxelles: Éditions Racine, RTBF, 2010. Imprimé.
- Van Reybrouck, David. *Congo. Une histoire*. Arles: Actes Sud, 2012. Imprimé.
- Vanthemsche, Guy. *La Belgique et le Congo*. Bruxelles: Éditions Complexe, 2007. Imprimé.
- Viaene, Vincent. "La Crise identitaire de la Belgique aux alentours de 1908 et les origines de la 'mémoire' du Congo léopoldien." *Autour de la mémoire. La Belgique, le Congo et le passé colonial*. Coord. Rosario Giordano. Paris, Rome: L'Harmattan, 2008. 61–96. Imprimé.
- Viaene, Vincent, David Van Reybrouck et Bambi Ceuppens. *Congo in België. Koloniale cultuur in de metropool*. Louvain: Leuven UP, 2009. Imprimé.



ANNE CORNET est docteure en histoire de l'Université catholique de Louvain, chercheuse au Musée royal de l'Afrique centrale, maître de conférences invitée à l'Université de Namur et membre associée de l'Académie royale des sciences d'outremer. Spécialiste en histoire coloniale de l'Afrique centrale, elle oriente ses recherches en histoire sociale de la santé (*Politiques de santé et contrôle social au Rwanda*. Paris: Karthala, 2013; *Les Femmes et les enfants d'abord? L'Action des missionnaires occidentales pour la protection maternelle et infantile au Rwanda*. Namur: PU de Namur,

2014) et des représentations (*Congo-Belgique, 1955–1965. Entre propagande et réalité*, Bruxelles: La Renaissance du Livre, 2010). Dans le cadre du programme de commémoration 2014–2018, elle est commissaire de l'exposition *Les Congolais dans la Grande Guerre. Inconnus à cette adresse*, qui évoque, à travers la photographie et les traces patrimoniales, les questions militaires, matérielles et humaines, mais aussi la mémoire et l'oubli de ce conflit.

MARC PONCELET est professeur à la Faculté des sciences sociales et enseigne la socio-anthropologie du développement à l'Université de Liège. Ses recherches et son enseignement portent sur la construction savante, institutionnelle et universitaire des relations Nord-Sud autour des questions de développement. Il a publié en outre *L'Invention des sciences coloniales belges* (Paris: Karthala, 2008) et conduit actuellement des recherches sur les institutions universitaires africaines. Il coordonne des programmes de recherche, d'enseignement et de coopération universitaire en RDC (*Revue Tiers-Monde* 223 (2015)), au Bénin et à Madagascar.